

# la Dette

du Tiers Monde



## Edito

Le printemps 2011 aura vu fleurir l'indignation tout autour de la planète. Les peuples refusent d'être soumis aux lois du marché, aux dictatures, à l'asservissement...

La dette apparaît aujourd'hui à des millions de personnes, comme un des outils essentiels de cet asservissement social, argument pour imposer des sacrifices aux producteurs, aux sans emplois... De Tunisie en Grèce, notre réseau s'efforce d'apporter sa pierre à ce combat. Pour que ce printemps des peuples s'étende dans l'espace et dans le temps.

L'université d'été du CADTM Europe, début juillet, sera l'occasion de faire le point sur cette situation nouvelle. Nous y reviendrons ici même.



L'équipe du CADTM France

## Agenda

**28-06 | Paris, France** - La dette extérieure tunisienne

**1er-07 | Paris, France** - Vérité et justice pour Thomas Sankara

**30-06 => 3-07 | Namur, Belgique** - Université d'Été du CADTM Europe

**9-08 => 14-08 | Freiburg, Allemagne** - Université d'Été des Attac Europe

**12-10** - Journée d'action globale contre le capitalisme

**8-10 => 15-10** - Semaine d'action mondiale contre la dette et les IFI

Plus : <http://www.cadtm.org/Agenda>

## Quand les peuples ont la parole

### Slovénie

Au **référendum** du 5 juin, les Slovènes ont refusé à 72 % de porter de 63 à 65 ans l'âge légal de la retraite. C'est un camouflet pour le gouvernement mais aussi pour l'Union européenne et le Fonds monétaire international qui exigeaient ce projet.

L'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) a prévenu que la Slovénie devait mettre en oeuvre des réformes pour pallier au vieillissement de la population, et a sommé le gouvernement de proposer rapidement une nouvelle réforme des retraites, plus radicale que celle qui vient d'être repoussée.

### Italie

**Référendum** en Italie: une victoire pour la démocratie participative et la défense des biens communs

*" Le 13 Juin 2011, les Italiens ont écrit une belle page d'histoire en Italie.*

*Dans un pays où la démocratie est continuellement piétinée, un pays où les médias conditionnent la politique depuis plus de 20 ans, dans un pays où le processus de privatisation des biens communs ne connaissait aucun frein; nous avons réussi à nous réapproprier nos droits en disant non à la marchandisation de l'eau et aux politiques néo-libérales et en disant oui à une démocratie participative et à la défense des biens communs.*

*Ce référendum populaire est né de l'initiative des Comités citoyens pour l'eau publique de toute l'Italie, qui depuis 2006 sont coordonnés par le Forum Italien des Mouvements pour l'Eau Publique.*

*Déjà en 2007, ce réseau de comités avait recueilli plus de 400 000 signatures pour proposer une loi d'initiative populaire malheureusement jamais discutée au Parlement.*

*Fin 2009, le gouvernement Berlusconi approuvait le décret Ronchi qui obligeait les institutions locales à transformer toutes les sociétés qui géraient le Service de distribution de l'eau en S.P.A mixtes et à organiser des appels d'offre pour attribuer au moins 40% des actions de ces sociétés à des partenaires privés."*

*Prenant acte de cette situation, nous avons décidé de proposer un référendum populaire pour l'abrogation des lois qui imposaient la privatisation et d'autres normes qui prévoyaient un minimum de 7% de profits dans les SPA pour la rémunération du capital investi (art.154 du décret environnemental fait par le gouvernement Prodi en 2006).[...]*

suite : <http://www.cadtm.org/Referendum-en-Italie-une-victoire>

## Extractivisme et obsolescence

*Dans la société d'hyperconsommation, la recherche effrénée de la croissance entre en écho avec la volonté de provoquer le plus rapidement possible le remplacement des biens que nous possédons, même s'ils ne sont pas périmés ni hors service. Voilà comment la stratégie de l'obsolescence organisée veut forcer les consommateurs à renouveler inutilement nombre d'objets et à augmenter les profits des détenteurs de capitaux. Mais une telle stratégie n'aurait pas pu exister sans l'accès facile aux matières premières du Sud, lesquelles n'auraient pas pu arriver à des prix aussi bas dans les pays industrialisés sans le couple infernal formé par les dettes illégitimes et la corruption organisée.*

L'extractivisme est ce principe si difficile à faire entrer dans le concept du « développement durable ». L'extraction des matières premières est à la base du développement de la société matérialiste actuelle dont les oligarques sont les grands bénéficiaires. Comment extraire toujours plus sans épuiser la ressource ni polluer durablement l'environnement ? Comment faire du productivisme agricole à coup d'engrais et de pesticides chimiques sans extraire la fertilité des sols jusqu'à épuisement, sans tarir et polluer les ressources en eau ? Alors les tenants de l'extractivisme inventent des oxymores comme le développement durable, le profit éco-compatible, le capitalisme moral ou vert, etc. « C'est pour masquer cette vérité incontournable que notre société multiplie les oxymores. Pour se cacher à elle-même cette horrible vérité, que son projet fondamental est insensé et intenable et qu'il mène l'humanité aux abîmes. »<sup>1</sup>

**La péremption artificielle existe depuis longtemps.** L'utilisation industrielle d'un pétrole à très bas prix avait décuplé la puissance de la révolution thermo-industrielle. La mécanisation, la taylorisation du travail et les chaînes de montage avaient fait chuter les prix, en multipliant les quantités produites avec le même nombre de travailleurs. Ainsi pour faire face à la surproduction, les citoyens devaient acheter en continu les innombrables biens qui sortaient des usines. Pour que chacun renouvelle aussi bien sa garde robe ou son réfrigérateur que son automobile ou son téléphone portable, qu'il achète plus de viande et de céréales que nécessaire, il a fallu imposer la révolution culturelle consumériste, qui a transformé l'acheteur de biens nécessaires, en consommateur pulsionnel de biens à répétition. Le démodé dans l'habillement, la fragilisation calculée de pièces mécaniques ou électroniques, des dates de péremption de plus en plus courtes et, surtout, la propagande publicitaire sont les bases de l'obsolescence des objets et du renouvellement infini de l'acte d'achat. Et pour que le plus grand nombre participe, les banquiers ont proposé aux particuliers des crédits à la consommation.

<sup>1</sup> Bertrand Meheust, *La politique de l'oxymore*, La Découverte

Surendettement et surconsommation, pillage et gâchis des richesses de la planète, pollution et réchauffement sont les conséquences de l'obsolescence artificielle, un principe aujourd'hui incompatible avec la survie de l'espèce humaine.

**La période « chasse, pêche et cueillette »,** se caractérise par le maintien en bon état des ressources naturelles pour les suivants. Nombreux sont ceux qui croient aujourd'hui que la techno-science offrira aux générations futures des moyens de remplacer les ressources naturelles et la biodiversité disparue. Les grands médias, propriété de l'oligarchie industrielle, assujettis au pouvoir politique complice et aux financements publicitaires sont contraints de participer à l'utopie d'un confort désincarné. La réalité est que notre destinée est entre les mains d'une bande de profitomanes ayant une forte addiction à la croissance boursière. Ils nous font croire que les gâchis de 50% de la nourriture<sup>2</sup>, de quantité d'énergie dans des habitats mal isolés ou de pétrole dans des transports inutiles sont indispensables pour atteindre au bonheur minimum universel. Pourtant les 20% qui profitent de ce sur-confort matériel empêchent les 80% restants d'y parvenir. L'extractivisme est un mésusage sans précédent des ressources naturelles, nos « biens communs ». Que la planète devienne invivable pour leurs propres enfants ne touche pas ces drogués du profit.


**L'extractivisme commence avec Christophe Colomb.** Rien n'a échappé à la voracité des conquistadors, l'Europe a profité du travail de dizaines de millions d'Indiens et d'Africains soumis par la force et transformés en esclaves. Les fortunes des armateurs et des commerçants ont permis de financer le passage de l'économie agraire à l'économie industrielle, ce qui a augmenté considérablement le besoin en matières premières. La fin de l'esclavage a ouvert une période d'asservissement globale des continents entiers et de leurs peuples par les armées européennes. Sans l'extractivisme colonial, il n'y aurait eu ni croissance rapide du commerce européen, ni révolution industrielle. Les indépendances retrouvées en Asie comme en Afrique, après la seconde guerre mondiale, ne mettront pas un terme à la conquête. L'extractivisme va au contraire être accentué et l'asservissement des peuples renforcé sous le voile des indépendances. Outre les coups tordus et les assassinats de dirigeants récalcitrants, la mise en place du grand système dette avec l'organisation de la corruption va permettre d'augmenter le flux de matières premières agricoles, halieutiques, sylvicoles, minières, énergétiques et financières vers les pays riches du Nord.

**La dette odieuse a été orchestrée par la Banque mondiale,** dès les premières

<sup>2</sup> Selon le SIWI, la FAO et le IWNI, 50% de la nourriture produite est tout simplement jeté à la poubelle. Le livre noir de l'agriculture p. 245

indépendances après 1960 : une dette qui légalement n'avait pas à être remboursée. La recolonisation par la finance a ensuite pris de l'ampleur à la faveur des plans d'austérité imposés par le FMI aux pays du tiers-monde à partir des années 80. Des sommes prêtées, et en grande partie détournées, ont permis d'extraire les matières premières et de les transporter rapidement sur le marché mondial. Les pays riches ont soutenu des pouvoirs autoritaires et corrompus au Sud tant qu'ils leurs laissaient la main mise sur leurs richesses naturelles. Ce système dette, a été le cheval de Troie de l'ultralibéralisme. Plus puissant que les armées coloniales, il a largement favorisé l'extractivisme sur lequel repose tout le système productivo-consumériste. En mars 2011, « *Le Conseil européen a demandé à la Commission européenne et aux États membres d'utiliser leur programme d'aide au développement pour promouvoir une 'diplomatie des matières premières'.* En clair ? Conditionner l'aide au développement à la suppression par les pays concernés de toutes taxes ou restrictions à l'exportation sur leurs matières premières »<sup>3</sup>. Aujourd'hui, les révolutions du nord de l'Afrique ont abattu quelques unes des dictatures qui ont endetté leur pays et détourné les bénéfices des exportations de leurs ressources en complicité avec les créanciers du nord. Les peuples en lutte ne réussiront à transformer durablement leur avenir que s'ils parviennent à remettre en cause cette logique fondamentale qui s'appuie sur l'extractivisme forcené, la corruption massive et l'endettement illégitime. C'est donc à la racine même du capitalisme néolibéral qu'il faut s'attaquer.

L'extractivisme est le carburant des profits gigantesques des grandes entreprises à travers le processus de transformation et la vente en masse de biens de consommation. La cinquième société mondiale, la pétrolière Total, ne pourrait pas distribuer à ses actionnaires des bénéfices annuels de plus de 10 milliards de dollars, dépassant le PIB de nombreux pays du Sud, si elle ne pillait pas le pétrole du Congo, du Gabon, du Nigéria et le gaz Birman en corrompant les dictateurs qui tyrannisent leurs peuples. Elle ne recule pas devant l'exploitation des schistes et des sables bitumineux au Canada<sup>4</sup>, à Madagascar ou en France, en ravageant des espaces naturels sans en payer les conséquences pour l'environnement ni pour les peuples. Sans l'externalisation des coûts sociaux et environnementaux liés à l'extraction par les grandes entreprises, sans les contrats léonins passés avec des dictateurs, l'obsolescence, le gâchis et le réchauffement climatique n'existeraient pas.

 Nicolas Sersiron

<sup>3</sup> <http://www.bastamag.net/article1448.html>

<sup>4</sup> Voir la vidéo « Gasland » <http://www.tagtelet.com/videos/voir/63910>

## Un FMI « redevenu utile », mais pour qui ?



En moins d'une semaine, DSK a démissionné du FMI et Christine Lagarde est quasiment intronisée comme candidate des Européens à sa direction générale. Durant cette semaine, nombre de chroniqueurs ont présenté un résumé flatteur de l'action de DSK au FMI. Du mandat qualifié de manière très surprenante d'« exceptionnel » par Bernard Maris sur France Inter 20 mai 2011, aux éditoriaux du journal *Le Monde* dont le site internet offre par exemple la lecture d'un article intitulé « *Dominique Strauss-Kahn quitte un FMI redevenu utile* », la tonalité est globalement positive. Pourtant, un bilan très critique de l'action du FMI et de son directeur général DSK s'impose.

Le FMI revient de loin. A partir de 2004, l'augmentation importante des cours des matières premières a provoqué un net accroissement des réserves de change des pays en développement qui atteignaient en 2008 le triple de celles du Japon, de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord réunis. Nombre de pays du Sud les ont utilisées pour rembourser de manière anticipée le FMI, réduisant ainsi la dépendance à son égard. C'est dire combien son utilité n'était pas unanimement appréciée dans les pays du Sud, y compris parmi des dirigeants loin de combattre le néolibéralisme. Discredité par le désastre social des politiques qu'il a imposées au Sud, le FMI a néanmoins profité de la crise qui a éclaté en 2007-2008 pour reprendre pied et généraliser au Nord les mêmes politiques néfastes. Sans être exhaustifs, prenons quelques exemples européens pour démontrer que si le FMI est redevenu actif, son action est surtout nuisible pour les peuples.

En octobre 2008, un plan de 20 milliards d'euros est décidé pour la Hongrie, dont 12,3 milliards prêtés par le FMI, mais les conditions sont sévères pour la population : hausse de 5 points de la TVA à 25 %, âge légal de départ à la retraite porté à 65 ans, gel des salaires des fonctionnaires pour deux ans, suppression du treizième mois des retraités,

baisse des aides publiques à l'agriculture et aux transports publics. Mais le vote du budget 2011 fâche les marchés et l'agence de notation Fitch abaisse la note de la Hongrie en déclarant que le gouvernement « a jeté les bases d'un projet de budget qui va dans la mauvaise direction », avec une taxe sur le chiffre d'affaires des banques et une hausse d'impôt temporaire pour les multinationales opérant en Hongrie, afin que tous contribuent plus ou moins à l'effort. Ce budget entend pourtant bien ramener le déficit public à 3% en 2011, donc le désaccord ne porte pas sur l'objectif à atteindre, mais sur la manière d'y parvenir.

Le mois suivant, l'Ukraine tombe dans la nasse du FMI. En échange d'un prêt de 16,4 milliards de dollars, le parlement ukrainien est sommé d'adopter un plan de « sauvetage » draconien de privatisations et de coupes budgétaires. L'Ukraine doit reculer l'âge de la retraite des femmes de 55 à 60 ans et augmenter de 20% le tarif du gaz. Mais la hausse du salaire minimum de 11% inquiète le FMI qui bloque son programme et DSK déclare : « *Une mission récente du Fonds en Ukraine a conclu que les politiques dans certains domaines, dont la nouvelle loi sur le salaire minimum, menaçaient [la] stabilité* » du pays. Rappelons que DSK avait augmenté son salaire de plus de 7 % à son arrivée à la tête du FMI <sup>3</sup>.

Après avoir enregistré un taux de croissance de 10% en moyenne sur 2003-2007, la Lettonie connaît une forte récession et, en décembre 2008, le FMI, l'Union européenne et des pays nordiques s'engagent à injecter 7,5 milliards d'euros. Plutôt que de toucher aux profits du capital et au patrimoine des plus riches, c'est aux travailleurs, retraités et chômeurs qu'est imposée une cure d'austérité de deux ans, assortie d'une coupe dans les dépenses équivalente à 15% du PIB. Les salaires sont réduits de 20% dans la fonction publique, les retraites de 10%. En décembre 2009, la Cour constitutionnelle de Lettonie juge anticonstitutionnelle cette baisse des pensions de retraite demandée par le FMI, en violation du droit des individus à une sécurité sociale. Toutefois, l'austérité se poursuit et le FMI salue les « efforts extraordinaires » menés pour retrouver la croissance grâce aux exportations compétitives, via une baisse des salaires pouvant aller jusqu'à 80% ! Écoles et hôpitaux ferment par dizaines et la TVA passe de 18 à 22%, alors que les sociétés bénéficient d'un des taux d'imposition sur les bénéfices les plus avantageux de l'UE (15% contre 23,5% en moyenne).

Fortement secouée par la crise, la Grèce voit elle aussi débarquer le FMI, qui donne son

accord le 9 mai 2010 pour un prêt « d'urgence » de 30 milliards d'euros sur trois ans. La situation en Grèce est encore aggravée par des manipulations statistiques ayant permis de dissimuler les chiffres réels de l'endettement, avec la complicité de la banque Goldman Sachs qui conseillait le gouvernement tout en engrangeant de juteux profits en spéculant sur la faillite de ce pays ! En février 2011, après plusieurs séries de terribles mesures d'austérité, une réduction de 1,4 milliard d'euros des dépenses de santé est réclamée par l'UE et le FMI alors qu'une centaine de médecins campe devant le ministère de la Santé à Athènes. L'objectif de privatisations de biens publics de l'État est revu à la hausse, passant de 7 milliards d'euros de recettes d'ici 2013 à 50 milliards d'ici 2015. Sont alors visés les ports, les aéroports, les chemins de fer, l'électricité ainsi que des plages touristiques du pays.

Islande, Roumanie, Irlande, Portugal et tant d'autres pays suivent une logique identique. Face à cela, comme cela s'est produit voici quelques mois en Tunisie et en Egypte, les résistances populaires se renforcent, comme cette initiative espagnole d'occupation de la *Puerta del Sol* et de toutes les grandes places pour s'opposer à l'austérité qui enrichit les banquiers responsables de la crise et pénalise lourdement les populations qui en sont les premières victimes. Mais la trajectoire du FMI ne dévie pas. Loin de servir l'intérêt des populations affectées par la crise, le FMI est au service des grandes puissances et des entreprises transnationales, notamment les grandes sociétés financières privées.

Si le FMI a effectivement promu quelques amortisseurs sociaux à la fin 2008 après la faillite de la banque Lehman Brothers, ce fut en phase avec les volontés de George W. Bush et José Manuel Barroso. Mais dès la mi-2009, la stratégie du choc a été mise en place largement. Ce choc d'une crise de grande ampleur a donc été utilisé pour imposer des mesures de régression sociale impossibles à faire passer en temps normal. DSK est donc loin d'être le néokeynésien pour lequel on voudrait le faire passer aujourd'hui.

Dans ce contexte, à l'aune des conditions de vie des plus démunis dont l'amélioration devrait guider toute politique digne de ce nom, il n'est pas possible d'affirmer que le FMI est « redevenu utile ». En revanche, il est possible de le combattre fermement, d'agir pour sa dissolution et son remplacement par une institution démocratique et centrée sur la garantie des droits fondamentaux, en un mot une institution « utile ». Tout le contraire du FMI actuel...

 Jérôme Duval, Damien Millet, Eric Toussaint

<sup>1</sup> <http://sites.radiofrance.fr/franceinter/chro/ledebateconomique/>

<sup>2</sup> Jean-Baptiste Chastand, 19 mai 2011, [http://www.lemonde.fr/dsk/article/2011/05/19/dominique-strauss-kahn-quitte-un-fmi-redevenu-utile\\_1524181\\_1522571.html](http://www.lemonde.fr/dsk/article/2011/05/19/dominique-strauss-kahn-quitte-un-fmi-redevenu-utile_1524181_1522571.html) Voir aussi les articles d'Alain Faujas.

<sup>3</sup> Son salaire annuel pour 2010 était de 441 980 euros, sans compter une indemnité de 79 120 dollars pour couvrir ses frais de représentation

## Islande : NON et encore NON !

Le 9 avril 2011, les Islandais ont refusé, à près de 60%, de payer pour assumer les erreurs de ceux qui ont conduit leur pays vers l'abîme. Ils ont une nouvelle fois refusé par référendum l'accord Icesave, qui prévoit que l'État indemnise les épargnants britanniques et néerlandais ayant perdu de l'argent lors de la faillite de cette banque en ligne en 2008. Ils ont donc confirmé le premier « non » prononcé en mars 2010, ce qui agace au plus haut point tout à la fois les gouvernements islandais, britannique et néerlandais, l'Union européenne, les banquiers et les promoteurs de la mondialisation néolibérale. Tous ces hauts responsables ne voient aucun inconvénient à ce que grâce à la déréglementation financière, une banque privée nommée Icesave propose des taux mirobolants, que des citoyens britanniques et néerlandais attirés par la promesse de gains faciles y investissent en toute connaissance de cause, que Londres et La Haye viennent éponger leurs pertes quand la crise éclate, puis que ces gouvernements se retournent contre l'Etat islandais pour qu'il prenne en charge les 3,9 milliards d'euros qu'ils ont dépensés, et que la première ministre islandaise soit d'accord pour imposer cette purge à son pays. Fort heureusement, le peuple islandais a une nouvelle fois dit non.

Avouons que les mines défaits de ceux qui pensaient que le peuple allait accepter l'inacceptable ont été assez jubilatoires. Le Royaume-Uni et les Pays-Bas, « très déçus », reprendront la procédure judiciaire devant l'Autorité de surveillance de l'Association européenne de libre-échange (AELE). Selon le ministre néerlandais des Finances : « *Le temps des négociations est terminé, l'Islande demeure dans l'obligation de rembourser, la question relève désormais des tribunaux.* » Du côté du gouvernement islandais : « *Le résultat du référendum n'affectera pas le début des versements par la société Landsbanki Islands hf [maison-mère d'Icesave] aux créanciers prioritaires - y compris les autorités britanniques et néerlandaises.* » Le peuple s'est exprimé, il est maintenant instructif de suivre le niveau de respect de cette décision. Mais pour comprendre comment l'Islande en est arrivée là, un retour en arrière s'impose.

Vue de l'extérieur, l'Islande, qui figurait au premier rang pour l'indice de développement humain du PNUD en 2007, semblait être un petit paradis. Avec une espérance de vie parmi les plus élevées au monde, un chômage quasi inexistant, les conditions de vie difficiles des populations du tiers-monde paraissaient bien

loin pour les 320 000 Islandais. Aujourd'hui, plus d'un tiers des ménages est surendetté.

Tout a commencé avec la révolution néolibérale des années Reagan-Thatcher au virage des années 1980. Partout où elle fut appliquée, les inégalités se sont creusées. L'Islande a participé à cette tendance forte et les trois principales banques islandaises (Kaupthing, Glitnir, et surtout Landsbanki à travers sa filiale en ligne Icesave), totalement privatisées en 2003, ont rapidement trouvé leur place dans le monde de la grande finance. Elles ont très vite élargi leurs activités à l'étranger, en proposant des comptes courants en devises étrangères, rémunérés, au Royaume-Uni (octobre 2006) et aux Pays-Bas (mai 2008). Devant le succès, elles ont pu offrir des prêts alléchants et ont placé le reste de leurs réserves dans des produits financiers parmi les plus risqués.

En octobre 2008, après le déclenchement de la crise mondiale, les banques islandaises hypertrophiées s'effondrent. Pour éviter une panique bancaire, les gouvernements britannique et hollandais acceptent de dédommager leurs ressortissants détenteurs de comptes dans des banques islandaises. Puis ces gouvernements présentent la facture (2,6 milliards d'euros pour le Royaume-Uni et 1,3 pour les Pays-Bas) à l'Islande.

Le jour même du déclenchement de la crise, le FMI envoie une mission sur l'île. Le 24 octobre 2008, il fait son retour en Europe de l'Ouest avec un accord de prêt de 2,1 milliards de dollars, faisant de l'Islande le premier pays occidental à recourir à son « aide » depuis un quart de siècle. Comme toujours avec le FMI, en contrepartie, l'Islande s'engage à appliquer une terrible cure d'austérité.

Cinq ans après avoir privatisé ses trois banques, en septembre 2008, le gouvernement islandais se trouve obligé de reprendre 75% de Glitnir. Le mois suivant, il renationalise Kaupthing et Landsbanki. En février 2009, Glitnir est totalement renationalisée. Le processus est très clair : quand ces banques faisaient des profits colossaux, il fallait qu'elles soient privatisées, mais dès qu'elles ont plongé dans le rouge, l'État a été sommé d'assumer leur charge, d'emprunter lourdement pour faire face aux échéances, puis de les repriver au plus vite sans oublier de réformer son économie dans un sens néolibéral pour faire payer la facture par la population islandaise. Les réactions ne manquent pas. Tous les

samedis, durant plusieurs mois, la population manifeste contre les mesures d'austérité qui impliquent notamment des attaques très dures contre le système de protection sociale et contre les retraites.

Le 30 décembre 2009, le Parlement islandais vote de justesse la loi « Icesave », qui entérine le remboursement de 3,9 milliards d'euros à la Grande-Bretagne et aux Pays-Bas. Cela revient à faire payer environ 100 euros par habitant et par mois pendant huit ans pour la faillite d'une banque aux investissements très hasardeux. Devant la pression de la rue, le président refuse de signer, appelant à un référendum contraignant pour le gouvernement. En mars 2010, 93% des Islandais rejettent l'accord.

En parallèle, se tiennent les pré-négociations pour l'adhésion à l'Union européenne afin de maintenir sous pression le gouvernement islandais. Les discussions avec Londres et La Haye aboutissent à un nouvel accord en décembre 2010. Le taux d'intérêt est ramené à 3,3% pour la part britannique et 3% pour la part hollandaise, au lieu de 5,5%, et la durée de remboursement allongée de huit à trente ans. La liquidation des actifs de Landsbanki est mieux prise en compte. Suite à une pétition de 40 000 signatures, le président décide un nouveau référendum. La première ministre, Johanna Sigurdardottir, ose déclarer : « *C'est décevant. Nous avions anticipé que le président allait signer l'accord sur Icesave [...] L'accord a été approuvé à la majorité au Parlement et ce n'est pas commun qu'un président s'oppose à un accord adopté à une telle majorité.* ». C'est cet accord que le peuple islandais vient à nouveau de rejeter.

L'actualité islandaise a de quoi donner un peu d'espoir, mais pas de quoi être euphorique. Il ne s'agit pas d'une révolution en marche. Le mouvement social n'est pas actuellement de nature à remettre en cause l'adhésion aux principes du libre marché, du néolibéralisme et de l'orthodoxie économique. Les élections n'ont pas vraiment changé la donne : le capitalisme est toujours structurellement dominant. Et, malgré une forte participation aux pétitions et aux manifestations, la crise « Icesave » n'a pas encore suscité chez les Islandais la volonté farouche de faire tomber le système qui les a ruinés. Mais l'histoire n'est pas finie...



Yvette Krolikowski, Mike Krolikowski,

Damien Millet

## Paroles du Sud **Annulation de la dette du Togo par la France**

### Communiqué de presse

**Le Togo vient de voir sa dette annulée par la France.** Cette mesure annoncée par le gouvernement togolais dans les médias comme étant une réussite de sa politique économique cache **une situation sociale plus que jamais critique** pour un pays vassal de la France.

En effet, après une indépendance acquise de

dure lutte en 1960, le Togo s'est vu spolié de sa liberté trois ans après, suite à un coup d'Etat sanglant organisé par un groupe d'anciens tirailleurs à la solde de la France contre le président Sylvanus Olympio. Celui-ci avait entamé le processus pour retirer le Togo de la zone CFA, l'union monétaire étant un des instruments de la néo-colonisation de la France en Afrique. C'est ainsi qu'à la « décolonisation » suivit l'installation au

pouvoir d'un régime tout aux ordres de l'ancienne métropole et qui a nié les droits civiques, politiques, économiques, sociaux et culturels des populations... Après la parenthèse démocratique des années 1990, qui fut également un épisode douloureux et tragique pour le peuple, le régime issu du coup d'état de 1963 s'est renforcé grâce à l'appui de la France et ce, malgré la rupture de la coopération avec l'Union européenne. Les présidents français

ont toujours soutenu l'oppression dont ont été victimes les populations togolaises à tous les niveaux.

**L'essentiel de la dette qui vient d'être annulée est le fruit de 50 ans d'économie libérale** extravertie au profit des industries françaises et de privatisations intensives des secteurs-clefs de l'économie, menées par le FMI et Banque mondiale sous le couvert de l'initiative PPTE. Une étude de la dette togolaise révèle l'importante part que constituent **les dépenses militaires**. L'armée togolaise est en effet formée et équipée par la France pour réprimer la population lorsque celle-ci tente de s'exprimer par des manifestations pacifiques pour revendiquer ses droits civiques et son droit au développement. Il apparaît clairement que **la dette qui vient d'être annulée est une dette qui a permis de renforcer un régime répressif contre sa population et d'accroître la main mise des capitaux français et américains sur les entreprises, les banques togolaises et le port autonome de Lomé**. Le mécanisme du service

de la dette permet de réaliser chaque année d'importants transferts de profits vers la France et d'autres pays développés.

► **Attac Togo réclame plus que jamais un audit de la dette** du Togo envers la France, les pays du Club de Paris et les Institutions financières internationales. Cet audit est pour nous la seule mesure objective capable d'évaluer la réelle partie de la dette qui a véritablement servi à la population togolaise, la part illégitime qui a été détournée et gardée dans les paradis fiscaux en Europe et la part qui a été utilisée pour opprimer le peuple togolais.

► Après près d'un siècle d'exploitation des ressources humaines, des ressources naturelles, notamment des minerais et de détérioration de l'environnement togolais par des entreprises françaises, **Attac Togo exige une réparation en compensation de la dette écologique** due par la France au peuple togolais.

► En cette période marquée par des interventions militaires en Libye et en Côte

d'Ivoire pour installer des pouvoirs « démocratiques », **Attac Togo demande à la France d'être également plus objective quant à ses observations sur la démocratie au Togo** et particulièrement sur le processus électoral toujours marqué par des irrégularités.

► Dans un pays où le droit à l'information est pratiquement inexistant et où la société civile peine à recueillir des données afin d'effectuer un contrôle citoyen de l'action publique et du budget, **Attac Togo réclame du gouvernement togolais plus de transparence dans la gestion du pays et la mise à disposition publique des données économiques et budgétaires** afin d'assurer un meilleur suivi de l'usage des recettes du pays.

**Un autre Togo est possible, fait par le peuple et pour le peuple togolais.**

*Fait à Lomé le 13 mai 2011*

Contact presse : [attactogo@gmail.com](mailto:attactogo@gmail.com)



Attac/Cadtm Togo

## RDC : la Banque mondiale complice de la privatisation de l'électricité creuse à nouveau la dette congolaise

Moins d'une année après l'allègement de la dette congolaise dans le cadre de l'Initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTE), la dette publique extérieure de la RDC risque à nouveau d'exploser. Une nouvelle dette d'une valeur de 2 milliards de dollars vient, en effet, d'être contractée par les autorités de Kinshasa auprès de la Banque mondiale. D'autres prêts sont sur le point d'être contractés par la RDC afin de financer la réhabilitation des centrales Inga 1 et Inga 2 ainsi que la construction d'Inga 3. La Chine n'est pas en reste puisqu'elle va accorder un prêt de 637 millions de dollars pour financer la construction de la centrale hydroélectrique Zongo 2, située à une centaine de kilomètres de Kinshasa. Ces nouvelles dettes risquent d'être illégitimes, à l'instar des dettes contractées sous la dictature de Mobutu pour le financement du barrage d'Inga, un des plus tristement célèbres « éléphants blancs » d'Afrique.

Le barrage d'Inga a été mis en service en novembre 1972 avec la centrale Inga 1. Lorsque Mobutu décide de lancer la centrale Inga 2 dix ans plus tard, il entreprend également la construction d'une ligne électrique Inga-Shaba à très haute tension de 1900 kilomètres reliant Inga à Kolwezi alors qu'aucun besoin ne l'exigeait. Initialement prévue à 250 millions de dollars, cette ligne coûta finalement près d'un milliard de dollars, soit quatre fois le montant initial. Entre 1973 et 1979, la dette congolaise a été multipliée par 4, passant de 1,4 milliard à 4,5 milliards de dollars.

Loin d'améliorer les conditions de la population congolaise, ces investissements n'ont fait qu'enfoncer les Congolais-e-s dans la pauvreté. Alors que seulement 6% de la population est desservie en électricité (d'une très mauvaise qualité), tout le peuple congolais doit supporter le poids de la dette. Pis, le remboursement de cette dette s'est accompagné de l'application des fameux plans d'ajustement structurel (aujourd'hui rebaptisés « Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté ») dictés par la Banque mondiale et le FMI, suite à l'éclatement

de la crise de la dette du tiers-monde en 1982. Conséquences : la part du budget destinée à l'enseignement est passée brutalement de 25% à 3%, des milliers de travailleurs des entreprises publiques ont été licenciés, les salaires des fonctionnaires ont été gelés, etc. La priorité était le remboursement de la dette, accaparant ainsi des ressources vitales pour le développement de la population : jusqu'à 50% du budget du Zaïre durant les années 1983-1989.

Au lieu d'éviter que le pays ne retombe dans le piège de la dette, les autorités actuelles continuent à contracter des dettes, assorties de conditionnalités qui violent la souveraineté de l'État congolais. Les pouvoirs publics devraient, à la place, procéder à un audit permanent des financements extérieurs (crédits, aides, investissements), en associant des représentants des mouvements sociaux afin d'éviter la reconstitution de nouvelles dettes illégitimes, évaluer l'impact social et environnemental des projets, déterminer qui en seront les principaux bénéficiaires, etc. Car on est en droit de se demander quelles seront les retombées d'Inga 3 et du Grand Inga sur la population congolaise. Il y a fort à craindre que ces projets ne génèrent que des dettes illégitimes, sans aucun bénéfice pour la population.

En effet, la Banque mondiale, qui encourage le gouvernement congolais à la construction d'Inga 3 et du Grand Inga, ne vise pas l'amélioration de l'accès de la population à l'électricité. Il est de notoriété publique que l'électricité produite par Inga 3 ne servira pas aux populations locales, mais principalement à BHP Billiton, multinationale australienne spécialisée dans la transformation de la bauxite en aluminium. La fonderie qui sera construite aux abords du barrage consommera, en effet, quatre cinquièmes de la production prévue d'électricité. Soulignons également que la mise en place d'Inga III entraînera une avalanche de nuisances écologiques, notamment des rejets en grandes quantités de produits toxiques dans l'eau et les

sols. Quant au Grand Inga, son énergie servira en priorité à alimenter l'Égypte, les pays du Moyen-Orient et le Sud de l'Italie. De plus, sa construction entraînera des nuisances écologiques graves et des déplacements forcés de populations.

Malgré cela, les autorités de Kinshasa ont sollicité le financement partiel d'Inga 3 par la Banque mondiale, ce qui va encore alourdir la dette congolaise. Ce financement s'ajoute aux 2 milliards de dollars déjà prêtés par la Banque mondiale à la RDC depuis le point d'achèvement dans le cadre de l'initiative PPTE. Au total, le gouvernement congolais chercherait 22 milliards de dollars pour financer la construction d'Inga 3 à l'horizon 2020 et de la première phase de Grand Inga en 2025.

En réalité, Inga 3 et le Grand Inga s'inscrivent tout deux dans la stratégie de privatisation du secteur énergétique en RDC pilotée par la Banque mondiale. Sur sa demande, le gouvernement congolais a mis en place en 2004 le Comité de pilotage de la réforme des entreprises publiques (COPIREP), structure destinée à conduire la politique de la réforme des entreprises publiques. La Banque mondiale a débloqué 120 millions de dollars pour financer cette opération. La SNEL (Société nationale d'électricité) compte parmi ces entreprises à « réformer ». Le 21 mai dernier, le gouvernement congolais a posé un nouvel acte vers la privatisation de la SNEL en présentant au Parlement un projet de loi pour la libéralisation du secteur d'électricité en RDC, profitant du moment où près de 80% de la ville de Kinshasa était plongée dans le noir à cause de la vétusté des installations de la SNEL. Par cette action, le gouvernement a soutenu que la SNEL était dans l'incapacité d'assurer le monopole du secteur d'électricité et ainsi justifié la nécessité d'ouvrir le secteur aux investisseurs privés. Dans le même temps, les centrales Inga 1 et Inga 2 fonctionnent à seulement 25% de leurs capacités. En réalité, cette situation de défaillance est due au tarissement des ressources de la SNEL liée aux détournements de fonds opérés par les élites

dirigeantes congolaises. Rappelons que la SNEL est sous la tutelle des ministères du portefeuille et de l'énergie, le premier chargé de la gestion proprement dite et le second de la gestion technique. Le gouvernement congolais, qui se charge du recouvrement des recettes d'exportation de la SNEL, ne rétrocede rien à l'entreprise, tandis que les recettes locales sont détournées par les politiciens à tel point que l'entreprise éprouve des difficultés pour payer les salaires de son personnel. La plupart des travailleurs des centrales Inga 1 et Inga 2 sont obligés de parcourir plus de 9 km à pied pour se rendre au travail par manque de moyen de transports alors qu'à Kinshasa, les politiciens s'amusent avec l'argent de l'entreprise : le gouvernement est le plus grand débiteur de la SNEL avec des factures impayées

datant de plusieurs années.

Comment la SNEL peut-elle se développer, améliorer la qualité de son énergie, répondre aux besoins de la population, quand l'outil de production n'est plus entretenu, quand le stock de pièces de rechange est inexistant, quand la SNEL est privée des recettes d'exportation ? Comment un gouvernement responsable peut laisser la dégradation des installations atteindre le point où plus de 80% de la ville de Kinshasa soit dans le noir durant plusieurs jours avec toutes les conséquences que l'on connaît : manque d'eau potable dans une ville de près de 10 millions d'habitants, hôpitaux privés d'électricité, détérioration des appareils électroménagers, etc.

Cette dégradation de l'outil de production par

manque d'entretien était en fait organisée car cette situation n'est pas arrivée en un jour : avarie des transformateurs, défauts de protection des réseaux, mauvais état des canalisations, ensablement du canal d'amené d'Inga qui dure depuis plus d'une décennie. Le gouvernement congolais, encouragé par la Banque mondiale, a asphyxié la SNEL pour justifier la privatisation de cette entreprise, au profit des entreprises privées. En somme, il a préféré sacrifier la population afin de répondre aux exigences d'une institution internationale qui impose le néolibéralisme aux forceps. Il est temps que les dirigeants congolais et la Banque mondiale rendent des comptes au peuple congolais !



Renaud Vivien, José Mukadi

## Lecture **La Dette ou la Vie**

Alors que les politiques d'austérité se développent en Europe, le CADTM sort son nouveau livre !

Pour le recevoir au plus vite, vous pouvez le commander directement au CADTM sur le site <http://www.cadtm.org/La-Dette-ou-la-Vie>



384 pages - 20 €  
ISBN Aden : 978-2-930402-96-3 / ISBN  
CADTM : 978-2-930443-16-4

Sous la direction de  
Damien Millet et Eric  
Toussaint

En 2007-2008 éclate la crise la plus importante depuis celle de 1929. Les banques sont sauvées à coup de centaines de milliards de dollars et d'euros par les petits soldats du G20 aux ordres de la finance mondiale et les États financent ce sauvetage en appliquant au Nord l'équivalent des plans d'ajustement structurel de sinistre mémoire au Sud. Cet

ouvrage analyse méticuleusement l'enchaînement des processus ayant submergé le Nord à cette occasion, des États-Unis à la Grèce, de l'Islande aux pays d'Europe de l'Est, du Japon à la zone euro, tout en examinant les conséquences pour le Sud.

Il y avait le premier monde, celui du bloc occidental sous la guerre froide ; le deuxième monde, celui du bloc soviétique ; le tiers-monde regroupant les peuples du Sud soumis aux diktats des deux autres mondes. Le deuxième monde s'est effondré au début des années 1990 avec la chute du Mur de Berlin. Aujourd'hui, avec la crise qui a éclaté aux États-Unis en 2007-2008, c'est le premier monde qui bascule. La face de la planète entière s'en trouve durablement changée. Il reste deux catégories principales : la poignée de ceux qui profitent de ce capitalisme inique, et la grande majorité qui le subit. Cet ouvrage veut expliquer ce changement fondamental et apporter des alternatives radicales pour s'attaquer à cette logique dont nous ne voulons pas.

Les Auteurs

**Olivier Bonfond**, économiste, CADTM Belgique (Liège)

**Jérôme Duval**, Patas Arriba / CADTM Espagne (Valence)

**Pascal Franchet**, contrôleur des impôts, CADTM France (Rennes)

**Antony Guillonnet**, économiste, stagiaire au CADTM (Bordeaux)

**Yvette et Mike Krolkowski**, CADTM France (Nîmes)

**Cécile Lamarque**, CADTM Belgique (Liège)

**Damien Millet** (dir.), professeur, porte-parole du CADTM France (Orléans)

**Daniel Munevar**, économiste, CADTM Colombie (Bogota)

**Virginie de Romanet**, CADTM Belgique (Bruxelles)

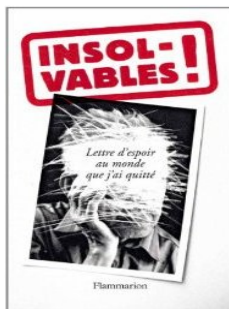
**Eric Toussaint** (dir.), docteur en sciences politiques, président du CADTM Belgique (Liège)

**Renaud Vivien**, juriste, CADTM Belgique (Liège)

**Dariusz Zalega**, collaborateur du Monde diplomatique, Pologne (Katowice)

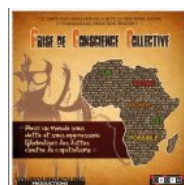
## Lecture **Insolvables ! Lettre d'espoir au monde que j'ai quitté**

Ed Flammarion, 2011 3,80 €



Ce court texte est un cri de révolte anonyme, écrit par un individu originaire d'un pays occidental, sans doute la France, exilé sur les rives du Mékong pour cause de surendettement. Il dénonce la société de consommation qui pousse à l'hyperendettement, au sein de laquelle la vie devient une marchandise "remboursable par petites mensualités". Il écrit notamment : "Ruiné par les banques, leurs organismes, les arnaqueurs de la grande distribution et le cannibalisme d'un système qui aiguise nos appétits pour mieux nous avaler, il ne me reste que ces mots, que nul ne pourra détourner". Malheureusement, le lecteur n'en saura pas plus sur ce qui a provoqué son départ. Les quelques idées avancées pour échapper à cette logique dénoncée à juste titre restent bien vagues : une épargne solidaire, le refus d'emprunter, l'intelligence de la sobriété, l'anticipation. Si la colère est légitime, elle ne parvient pas à déboucher dans cet ouvrage sur l'analyse d'une réalité concrète conduite dans l'impasse, ni sur l'avancée d'alternatives précises à la hauteur de l'enjeu, comme tente de le faire le CADTM dans ses publications. Si une réflexion individuelle est indispensable pour agir, elle doit déboucher sur une démarche collective seule à même d'ouvrir à la voie à une solution globale au capitalisme qui est un problème on ne peut plus global.

## Musique **Kel dette ?**



Un album hip hop pour un monde sans dette et sans oppression 10 €

Cet album, co-produit par le CADTM et YOUKOUNGKOUNG Productions, réunit 19 groupes de rap sénégalais qui proposent des chansons visant à sensibiliser les populations sur les grandes thématiques portées par le mouvement altermondialiste. La problématique de la dette du tiers-monde constitue le fil rouge. Interprété par le groupe Keurgui, le premier titre « Quelle dette ? » est on ne peut plus clair : si une dette existe effectivement, les créanciers ne sont pas ceux que l'on croit. L'esclavage, le colonialisme et le néocolonialisme constituent une « dette de sang » que les puissances du Nord ne pourront jamais rembourser. Tandis qu'avec un « Refuse to pay », le dernier titre montre l'alternative, la voie à suivre.

<http://www.cadtm.org/Album-Prise-de-conscience>

Le 16 mai 1956, les principaux pays créanciers du nouveau régime argentin se réunissaient pour régler le problème de sa dette. Sur proposition du ministre français de l'Économie la réunion eu lieu à Paris, le Club de Paris était né.



Cinquante ans plus tard, le Club de Paris est devenu, aux côtés du FMI et de la Banque mondiale, un instrument central des pays créanciers pour conserver une emprise totale sur l'économie mondiale. Le but du Club, qui se réunit toujours au sein du ministère français des Finances, à Bercy, où se trouve son secrétariat, est de renégocier la dette publique bilatérale des pays du Sud ayant des difficultés de paiement. Il comprend à ce jour dix-neuf pays.

Entre 1956 et fin 1980, trente accords seulement sont signés par le Club. Après la crise de la dette au début des années 1980, une accélération importante se produit. À ce jour, 422 accords ont été conclus, avec des représentants de 88 pays débiteurs différents. Le triste record est détenu par le Sénégal (passé 14 fois depuis 1981), devant la République démocratique du Congo (13 fois). Le montant total des dettes traitées (rééchelonnées ou annulées) est de 553 milliards de dollars.

Les délégations du pays surendetté et de ses créanciers siègent par ordre alphabétique autour de la grande table de conférence. Des institutions multilatérales (FMI, Banque mondiale, Cnuceud, banques régionales de développement, etc.) sont aussi présentes. Le chef de la délégation du pays endetté, en général le ministre des Finances ou le gouverneur de la Banque centrale, expose de façon formelle les raisons de sa présence. Depuis plusieurs mois déjà, les autorités de son pays sont en contact avec le Club et ont dû se plier à deux conditions très strictes : soumettre une demande de passage devant le Club s'appuyant sur l'impossibilité de poursuivre les remboursements en l'état et conclure un accord économique avec le FMI assurant que tout est mis en œuvre pour éviter que cela ne se répète. Avant son passage devant le Club de Paris, le pays surendetté a donc déjà dû se plier aux exigences de ses créanciers, ce qui réduit à néant sa marge de manœuvre ce jour-là.

Ensuite, le représentant du FMI détaille les réformes envisagées pour tirer le pays de ce mauvais pas, avant que ceux de la Banque mondiale et de la Cnuceud ne complètent le tableau. La séance des questions-réponses peut commencer. À l'issue, cette session dite « de négociation » révèle la toute-puissance des créanciers : la délégation du pays endetté est invitée à se retirer pour que les membres du Club négocient entre eux. Une fois un terrain d'entente trouvé, le Président en informe la délégation du Sud qui a dû patienter à l'écart pendant que son sort était scellé. Si elle n'est pas

satisfaite, les discussions peuvent reprendre, mais son pouvoir de persuasion est infime : son pays est demandeur d'un geste du Club et sa présence autour de la table indique clairement qu'il a renoncé à la fronde. Après signature du procès-verbal, elle n'a plus qu'à se réjouir devant les médias de son pays de l'accord obtenu et à remercier les pays créanciers.

Lors du premier passage d'un pays, le Club de Paris détermine une date butoir. Officiellement, seuls les crédits accordés avant la date butoir sont concernés par le rééchelonnement. Les dettes contractées après cette date ne sont en principe pas susceptibles d'être restructurées, ceci afin de rassurer les marchés financiers et les bailleurs de fonds quant au remboursement des nouveaux prêts qu'ils accorderont. En ce qui concerne Madagascar, le Niger ou la Côte d'Ivoire, la date butoir est le 1er juillet 1983, ce qui réduit sensiblement le volume de la dette concerné par une réduction éventuelle.

Le Club de Paris distingue deux types de créances : les crédits APD (aide publique au développement) accordés à des taux inférieurs à ceux du marché et en principe destinés à favoriser le développement, et les crédits non-APD (ou encore crédits commerciaux), qui sont les seuls à être concernés par un éventuel allègement. En général, un allègement de dette par le Club de Paris est réservé aux pays les plus pauvres et les plus endettés. Pour la grande majorité des PED en difficultés de paiement, le Club de Paris ne répond que par des rééchelonnements de dettes, les problèmes étant alors simplement repoussés dans le temps.

Les conditions de vie des populations les plus démunies n'entrent pas en considération car le Club se veut une simple agence de recouvrement de fonds. Il est d'ailleurs géré par le ministère des Finances, et non par celui des Affaires étrangères ou de la Coopération. Son but est de faire payer au maximum les pays endettés : « *Les créanciers du Club de Paris souhaitent recouvrer au maximum leurs créances. Ainsi, ils demandent le paiement immédiat d'un montant aussi élevé que possible. Les montants qui ne peuvent pas être payés sont rééchelonnés dans des conditions qui équilibrent les paiements futurs et dans l'objectif de minimiser la chance que le débiteur doit retourner dans le futur devant les créanciers du Club de Paris avec une requête additionnelle.* » Est-ce alors un hasard si les passerelles entre le Club et les grandes banques sont souvent empruntées ? Jean-Pierre Jouyet a quitté la présidence du Club en juillet 2005 pour le poste de président non exécutif de la filiale française de la banque Barclays. Emmanuel Moulin, secrétaire général du Club, a pris en janvier 2006 ses nouvelles fonctions à la Citibank, premier groupe bancaire mondial...

Le Club de Paris se présente lui-même comme un groupe informel, une « non-institution ». Il n'a ni existence légale ni statuts. En théorie, les conclusions de ses discussions sont de simples recommandations qui ne deviennent effectives que lorsque les États créanciers, de façon indépendante, décident de les mettre en œuvre via des accords bilatéraux, qui seuls ont une valeur juridique. Pourtant, les États membres du Club suivent

systématiquement ces recommandations ; ils s'y engagent d'après le principe de solidarité retenu par le Club de Paris. Une manière habile de diluer les responsabilités : le Club de Paris n'est responsable de rien puisqu'il ne contraint en rien les États, mais parallèlement, les États appliquent scrupuleusement les recommandations décidées au Club de Paris. De plus, celui-ci joue un rôle fondamental puisqu'il permet de présenter un front uni pour le recouvrement des créances bilatérales. Au contraire, chaque État du Sud est isolé. Sa situation est étudiée au cas par cas en fonction de données fournies par le FMI.

L'agenda des sessions n'est jamais rendu public à l'avance ; la teneur des discussions en interne et le positionnement des différents pays ne sont jamais connus ; les réunions se font à huis clos, sans le moindre observateur des mouvements sociaux du Nord ou du Sud. Alors que le Club joue le double rôle de juge et partie, les pays débiteurs sont isolés face au front des pays créanciers, impliquant une prise en compte exclusive des intérêts financiers des pays riches.

Il est intéressant de noter que le Club de Paris pratique la capitalisation des intérêts, à savoir que les intérêts échus des prêts du Club de Paris sont capitalisables. Ils s'ajoutent donc à la dette initiale et génèrent donc eux-mêmes des intérêts ! Or la majorité des Constitutions d'Amérique latine, et même certaines Constitutions européennes comme la Constitution italienne, interdisent un tel mécanisme. Le Club de Paris pousse donc les représentants de pays présents autour de la table à violer leur propre Constitution !

En outre, le chantage pour dissuader la constitution d'un « front du refus » des pays endettés est très clair : « *La qualité d'une signature financière se construit dans le long terme dans la mesure où les prêteurs tendent à évaluer dans la durée la capacité du débiteur à rembourser sa dette avant d'accorder des financements plus importants. En revanche, la signature financière d'un pays est susceptible de se dégrader rapidement en cas de non-respect des obligations contractuelles. Dans le cas où la restructuration de la dette ne peut être évitée, les pays qui n'accumulent pas d'arriérés et adoptent une démarche préventive pour trouver une solution de manière coordonnée avec leurs créanciers, notamment au sein du Club de Paris, peuvent restaurer plus facilement par la suite leur capacité d'emprunt. En revanche, ceux qui déclarent un moratoire unilatéral tendent à perdre la possibilité d'accéder à de nouveaux financements pour un certain temps* », peut-on lire sur le site web du Club de Paris.

Enfin, après le passage au Club de Paris, l'État endetté peut alors se tourner vers ses banques privées créancières pour entreprendre des négociations du même type, mais encore plus opaques et encore plus marquées par la détestable odeur du profit à tout prix...

En somme, le Club de Paris est une grave anomalie institutionnelle, où se rencontrent en catimini des créanciers discrets, unis et tout-puissants... Pour toutes ces raisons, il doit purement et simplement disparaître.

 Q20 du livre " 60 questions, 60 réponses " du

CADTM  
<http://www.cadtm.org/60-Questions-60-Reponses>

<sup>1</sup> Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Russie, Suède, Suisse. D'autres pays créanciers peuvent occasionnellement se joindre à eux.

<sup>2</sup> En principe, car de plus en plus souvent, ces crédits APD sont destinés à soutenir des politiques d'ajustement structurel qui empêchent tout véritable développement. Au contraire, globalement, ils entretiennent la misère, quand ils ne la créent pas.

<sup>3</sup> Voir [www.clubdeparis.org/fr/presentation/presentation.php?BATCH=B01WP06](http://www.clubdeparis.org/fr/presentation/presentation.php?BATCH=B01WP06)

<sup>4</sup> Il n'y est resté que quelques mois pour prendre fin 2005 la direction de l'Inspection générale des finances, avant d'intégrer le gouvernement français, après l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence, en tant que secrétaire d'État chargé des Affaires européennes.

<sup>5</sup> Le terme technique correspondant est « anatocisme ».

<sup>6</sup> Ce texte est basé sur l'article signé par les auteurs et paru dans Le Monde diplomatique de juin 2006

## ➤ Grèce : soldes à tous les étages

" Nous pensons que la Grèce a besoin d'un programme d'ajustement supplémentaire ", a déclaré le chef de la zone euro Jean-Claude Juncker après avoir rencontré les ministres des Finances des principaux pays de la zone euro (Allemagne, France, Italie, Espagne), celui de la Grèce, le président de la Banque centrale européenne (BCE) et un représentant de la Commission européenne.

" En échange de la cinquième tranche de l'aide de l'UE et le FMI de 12 milliards d'euros et d'un nouveau prêt de 60 milliards d'euros, tout doit disparaître [...] un plan de privatisation plus draconien que jamais :

- baisse du Smic à 580 euros contre 680 euros avant la cure d'austérité ;

- un mois de salaire sera supprimé pour tous les fonctionnaires et les retraités, les ramenant à 11 mois payés sur 12 travaillés (contre 15 il y a quelques années) ;

- les importants gisements gaziers de la Crète devraient être vendus aux Scandinaves à très bas prix ;

- les infrastructures portuaires et les réseaux ferrés seront aussi bradés dans les mois qui viennent ;

- 20 à 30 % de hausse des prix sont prévisibles dans l'énergie, comme dans les transports publics, où il y a déjà eu une augmentation de 40 % il y a deux mois. "

" Le plus grave c'est que les privatisations seront gérées par les créanciers - la France et l'Allemagne essentiellement - qui décideront à qui nous pouvons vendre et à quel prix. Les télécoms seront vendus aux Allemands, l'eau ira à Veolia... les dépouilles seront réparties entre les néo-colonisateurs. "

" Il y a une perte de démocratie pour les citoyens, conjuguée à un inévitable refrain néolibéral selon lequel la seule solution serait d'abaisser nos salaires au niveau des Chinois. "

Source : Athanase Contargyris [http://www.politis.fr/Grece-Les-depouilles-de-la\\_14414.html](http://www.politis.fr/Grece-Les-depouilles-de-la_14414.html)

## ➤ Soudan, le Nord endosse l'intégralité de la dette

Le 9 juillet prochain, le Sud-Soudan deviendra un État indépendant, le 54ème de l'Afrique.

Lors d'un forum sur le Soudan tenu à Lisbonne, Ali Mahmoud, ministre soudanais des Finances a déclaré que son pays assumerait l'intégralité de la dette du pays après l'indépendance du Sud.

Il a déclaré espérer pouvoir bénéficier d'un allègement de la part des bailleurs. Il a précisé : « nous pensons qu'un nouvel État doit pouvoir démarrer sans dette ».

## ➤ Trop généreux

**1 365 €** : c'est le SMIC brut par mois en France

**24 000 €** : brut par mois, c'est la rémunération d'un commissaire européen, soit plus que le président de la République (environ 22 000 euros) ou un ministre français (14 000 euros brut). Ces mêmes commissaires qui trouvent que le SMIC français est trop élevé.

La Commission Européenne vient de publier un rapport sur la France, sa compétitivité, la situation de son budget et la politique qu'il faudrait mener. Dans un premier temps, elle affirme que : « le salaire minimum français reste l'un des plus élevés de l'Union européenne par rapport au salaire médian ». Puis, elle propose de « veiller à ce que toute adaptation du salaire minimum favorise la création d'emplois, notamment pour les jeunes et les personnes peu qualifiées ».

source : [http://www.marianne2.fr/Pour-l-Union-europeenne-le-smic-francais-est-trop-generoux\\_a207308.html](http://www.marianne2.fr/Pour-l-Union-europeenne-le-smic-francais-est-trop-generoux_a207308.html)

## ➤ Carnet de notes

17/06/11 - L'agence d'évaluation financière Moody's a indiqué vendredi qu'elle envisageait d'abaisser la note de dette de l'Italie, actuellement fixée à "Aa2", en raison des risques pesant sur la croissance, les marchés financiers et la capacité du gouvernement à réduire le déficit.

13/06/2011 - L'agence de notation Standard & Poors a abaissé de trois crans la note de la dette à long terme de la Grèce, de "B" à "CCC", et l'a assortie d'une perspective négative, considérant que le pays présente un risque "encore plus élevé" de défaut. Soit la plus faible note accordée par S&P à un pays dans le monde.

11/06/2011 - La note maximale accordée à la France, "AAA", pourrait être menacée à l'horizon 2020, indique l'agence de notation Standard & Poor's. "Si les autorités françaises ne poursuivent pas la réforme des retraites, ne continuent pas de modifier la Sécurité sociale et ne consolident pas le budget face au risque d'accroissement des dépenses liées aux retraites et à la santé", alors "il est incertain que Standard & Poor's maintienne la note AAA", souligne une étude consacrée aux conséquences du vieillissement de la population.

07/06/2011 - Suivant ses consoeurs, l'agence de notation Fitch a prévenu que la dette des États-Unis pouvait perdre son «AAA», la meilleure note financière possible, si républicains et démocrates ne trouvent pas d'accord sur le budget d'ici le 2 août.

31/05/2011 - L'agence de notation financière Moody's a annoncé mardi qu'elle pourrait abaisser la note de la dette à long terme du Japon dans les trois mois, citant l'endettement massif du pays aggravé par le récent séisme dans le nord-est.



## Avant les vacances, j'adhère au CADTM !

NOM (en capitales) : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Tél : \_\_\_\_\_ Mel : \_\_\_\_\_ @ \_\_\_\_\_

> Adhésion au CADTM France et abonnement aux publications :

[ ] 48 euros [ ] 27 euros (petits revenus)

> Adhésion seule : [ ] 10 euros [ ] 5 euros (petits revenus)

> Abonnement seul : [ ] 38 euros [ ] 22 euros (petits revenus)

Adresser avec votre règlement à : **CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau**

### Bulletin du CADTM France

17 rue de la Bate, 45150 Jargeau – France

Tél : 00 33 (0)2 38 59 98 28

Email : [france@cadtm.org](mailto:france@cadtm.org)

Directeur de la publication : Claude Quémard

Mise en page : Yvette Krolkowski

ISSN 1634-5932 Dépôt légal : à parution